



Numéro PPQ/

mercredi 21 juin 2017

Les grands titres:

- Le Conseil de sécurité se félicite du déploiement de la force conjointe du G5 Sahel
- La population mondiale devrait atteindre 9,8 milliards en 2050 et 11,2 milliards en 2100, selon l'ONU
- Burundi : l'ONU s'inquiète d'une situation instable
- La pauvreté mondiale pourrait être réduite de moitié si tous les adultes achevaient leurs études secondaires, selon l'UNESCO
- Le chef de l'ONU demande à tous ceux qui mènent des opérations militaires en Syrie de protéger les civils
- L'ONU célèbre le bienfait du yoga pour la santé
- Centrafrique : des Casques bleus congolais vont partir en raison d'allégations d'exploitation et d'abus sexuels
- L'ONU et ses partenaires ont besoin de 23,5 milliards de dollars en 2017 pour aider un nombre record de personnes
- RDC : le Conseil de sécurité reconduit les sanctions jusqu'au 1er juillet 2018
- Soudan du Sud : la famine perd du terrain alors que les souffrances liées à la faim se propagent, selon l'ONU

Le Conseil de sécurité se félicite du déploiement de la force conjointe du G5 Sahel



Vue aérienne des faubourgs de Tombouctou, au Mali. Photo MINUSMA/Marco Dormino

21 juin - Le Conseil de sécurité de l'ONU a adopté mercredi à l'unanimité une résolution dans laquelle il se félicite du déploiement de la Force conjointe du G5 Sahel (FC-G5S) sur l'ensemble du territoire des pays qui y participent, avec des effectifs en personnel militaire et personnel de police pouvant aller jusqu'à 5.000 personnes, en vue de rétablir la paix et la sécurité dans la région du Sahel.

Le G5 Sahel, créé en 2014 et qui inclut le Burkina Faso, le Mali, la Mauritanie, le Niger et le Tchad, a adopté une résolution le 6 février 2017 dans laquelle il a décidé de créer une force conjointe. C'est par un communiqué du 13 avril 2017 que le Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine a entériné le concept stratégique des opérations et autorisé le

déploiement de la FC G5S.

Dans la résolution 2359 (2017) adoptée mercredi, les membres du Conseil de sécurité de l'ONU prient instamment la force du G5 Sahel et les forces françaises déployées dans le Sahel dans le cadre de l'opération Barkhane « de veiller, au moyen des dispositifs pertinents, à l'échange d'informations et à la bonne coordination de leurs opérations, dans les limites de leurs mandats respectifs ».

Ils prient de nouveau le Secrétaire général de renforcer la coopération entre la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA) et les États membres du G5 Sahel, y compris grâce à la fourniture à la MINUSMA de données de renseignement utiles et d'officiers de liaison issus des États membres du G5 Sahel.

Le texte rappelle, en outre, « que c'est aux États du G5 Sahel qu'il incombe de donner à la FC-G5S les ressources dont elle a



besoin », et « salue l'engagement pris par l'Union européenne d'apporter un soutien financier de 50 millions d'euros à la FC-G5S ».

La résolution « engage les partenaires bilatéraux et multilatéraux à apporter davantage leur appui, notamment par la fourniture d'une assistance suffisante à la FC-G5S sur les plans logistique, opérationnel et financier, et les engage également à convoquer rapidement une conférence de planification visant à assurer la coordination des efforts d'assistance des donateurs à la FC-G5S ».

Le Représentant du Mali auprès des Nations Unies, Issa Konfourou, qui s'exprimait au nom des membres du G5 Sahel, a déclaré qu'il ne s'agissait « pas d'une force de plus, ni d'une force de trop ». Selon lui, cette force conjointe va créer un environnement propice à la pleine réalisation du mandat de la MINUSMA.

Cette Force, a-t-il poursuivi, participe de la volonté commune des chefs d'États de la région de coordonner leurs efforts et moyens pour lutter efficacement contre le terrorisme, le crime organisé et les trafics d'êtres humains.

La population mondiale devrait atteindre 9,8 milliards en 2050 et 11,2 milliards en 2100, selon l'ONU



Une aide-soignante procède à une vaccination dans l'Etat de l'Uttar Pradesh, en Inde. Photo UNICEF/Prashanth Vishwanathan

21 juin - La population mondiale qui s'élève actuellement à 7,6 milliards devrait atteindre 8,6 milliards en 2030, 9,8 milliards en 2050 et 11,2 milliards en 2100, selon un nouveau rapport des Nations Unies publié mercredi.

Alors que la population mondiale s'accroît d'environ 83 millions de personnes chaque année, la tendance à la hausse de la taille de la population devrait se poursuivre, même en supposant que les niveaux de fécondité continuent de diminuer.

Le document « Perspectives de la population mondiale: la révision de 2017 », publié par le Département des affaires économiques et sociales de l'ONU (DESA), fournit un examen complet des tendances démographiques mondiales et des perspectives pour l'avenir.

Les nouvelles projections incluent des chiffres significatifs au niveau national. La Chine (avec 1,4 milliard d'habitants) et l'Inde (1,3 milliard d'habitants) restent les deux pays les plus peuplés, représentant respectivement 19% et 18% de la population mondiale totale. Dans environ sept ans, vers 2024, on s'attend à ce que la population de l'Inde dépasse celle de la Chine.

La majeure partie de l'augmentation mondiale est attribuable à un petit nombre de pays

De 2017 à 2050, on prévoit que la moitié de la croissance de la population mondiale sera concentrée dans seulement neuf pays classés en fonction de leur contribution à la croissance démographique mondiale : l'Inde, le Nigéria, la République démocratique du Congo, le Pakistan, l'Éthiopie, la Tanzanie, les États-Unis, l'Ouganda et l'Indonésie.

Au cours des dernières années, la fécondité a diminué dans presque toutes les régions du monde. Même en Afrique, où les niveaux de fertilité sont les plus élevés de toute région, la fertilité totale est tombée de 5,1 naissances par femme durant la période 2000-2005 à 4,7 au cours de la période 2010-2015.

Par ailleurs, le rapport souligne qu'une réduction du niveau de fécondité entraîne non seulement un rythme plus lent de la croissance de la population mais a aussi pour conséquence un vieillissement de la population.

À l'échelle mondiale, l'espérance de vie à la naissance est passée de 65 ans pour les hommes et 69 ans pour les femmes en 2000-2005 à 69 ans pour les hommes et 73 ans pour les femmes en 2010-2015. Néanmoins, de grandes disparités entre les pays demeurent.

Enfin, selon le rapport, il existe toujours d'importants mouvements de migrants entre les régions, souvent originaires de pays

à revenu faible ou intermédiaire vers des pays à revenu élevé.

Burundi : l'ONU s'inquiète d'une situation instable



Tayé-Brook Zerihoun, Sous-Secrétaire général aux affaires politiques, devant le Conseil de sécurité. Photo ONU/Kim Haughton

21 juin - La sécurité au Burundi reste instable, la situation socioéconomique se dégrade, et la récente décision des autorités de mettre en place une commission de révision de la Constitution dans un contexte de fortes restrictions aux libertés civiles risque de provoquer une escalade dans la crise, a averti mardi le Sous-Secrétaire général des Nations Unies aux affaires politiques, Tayé-Brook Zerihoun.

Devant le Conseil de sécurité, M. Zerihoun a toutefois estimé que la nomination récente par le Secrétaire général de Michel Kafando comme Envoyé spécial au Burundi permettrait d'avoir une meilleure compréhension du processus politique en cours.

Dans son exposé, le Sous-Secrétaire général a fait état d'attaques à la grenade dans la capitale ces dernières semaines, ainsi que de répression et d'intimidation de la part des forces de sécurité et des groupes qui leur sont liés. Le Haut-Commissariat aux droits de l'homme (HCDH) continue ainsi de faire état d'arrestations, de détentions arbitraires, de torture et de mauvais traitements à l'égard de membres de l'opposition ou perçus comme tels.

En outre, les cas d'incitation à la violence et à la haine ont augmenté depuis avril, notamment à l'occasion de rassemblement des Imbonerakure, les milices de jeunes du parti CNDD-FDD au pouvoir. La commission d'enquête mise en place par le Conseil des droits de l'homme a présenté à Genève un rapport oral dans lequel elle dit avoir recueilli plus de 470 témoignages faisant état de violations des droits de l'homme depuis 2015.

À cet égard, le Président de la formation Burundi de la Commission de consolidation de la paix (CCP), Jürg Lauber, de la Suisse, qui s'exprimait depuis Genève par visioconférence, a estimé qu'une plus grande présence d'observateurs internationaux au Burundi pourrait contribuer considérablement à améliorer la situation dans les domaines des droits de l'homme et de la sécurité. Il a donc souhaité que puissent être enfin déployés 200 observateurs militaires et des droits de l'homme de l'Union africaine (UA), qui viendraient appuyer la trentaine qui s'y trouvent déjà et qui, selon le représentant du Burundi, « travaillent librement sans aucune entrave ».

Un contexte de fortes restrictions aux libertés civiles

M. Zerihoun a également rappelé que la Commission nationale de dialogue interburundais (CNDI) avait, le 12 mai, conclu qu'une majorité de Burundais soutient le projet de révision de la Constitution qui permettrait notamment de supprimer les restrictions au nombre de mandats que peut effectuer le chef de l'État. Ce rapport et la création d'une commission de révision de la Constitution qui a immédiatement suivi ont été dénoncés par l'opposition.

Le Sous-Secrétaire général juge très préoccupant que de tels développements aient lieu dans un contexte de fortes restrictions aux libertés civiles et y voit un risque d'aggravation des tensions.

Autre point noir, la situation économique et humanitaire, qui se dégrade. Le Sous-Secrétaire général a fait état de 3 millions de personnes qui ont besoin d'aide humanitaire et de 2,6 millions exposées à une insécurité alimentaire aiguë, alors que 700.000 dépendent d'une aide alimentaire d'urgence. Il a également fait état de plus de 400.000 réfugiés et 209.000 déplacés internes. Il a toutefois noté que le gouvernement burundais avait levé certaines restrictions à l'accès humanitaire.

Pour sa part le Représentant du Burundi auprès des Nations Unies, Albert Shingiro, a estimé qu'il n'y avait « plus de crise politique au vrai sens du terme au Burundi ». Selon lui, les autorités doivent plutôt gérer aujourd'hui les conséquences politiques et économiques de la crise de 2015. Le représentant a toutefois insisté sur la recherche d'un « embellissement » des relations du Burundi avec les Nations Unies et sur la reprise de « relations apaisées » avec ses partenaires au développement dans le respect de sa souveraineté nationale.

La pauvreté mondiale pourrait être réduite de moitié si tous les adultes achevaient leurs études secondaires, selon l'UNESCO



Des enfants à l'école. Photo PNUD

21 juin - Le taux de pauvreté mondiale pourrait être divisé par deux et plus si tous les adultes achevaient leurs études secondaires, selon un document de l'ISU, l'Institut de statistique de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), publié mercredi.

Ce document intitulé 'Réduire la pauvreté mondiale par l'enseignement primaire et secondaire universel' montre combien il est important de reconnaître en l'éducation un moyen d'action essentiel pour éliminer la pauvreté sous toutes ses formes, partout dans le monde.

« La nouvelle analyse relative aux bienfaits considérables de l'éducation parue aujourd'hui devrait être une bonne nouvelle pour tous ceux qui travaillent sur l'Objectif de développement durable visant à éliminer la pauvreté d'ici à 2030 », a déclaré la Directrice générale de l'UNESCO, Irina Bokova. « Elle montre que nous avons un plan concret pour garantir que nul n'aura plus à vivre avec à peine quelques dollars par jour, et que l'éducation est au cœur de ce plan ».

L'analyse montre que près de 60 millions de personnes pourraient échapper à la pauvreté si tous les adultes allaient seulement deux ans de plus à l'école. Si tous les adultes achevaient leurs études secondaires, 420 millions de personnes pourraient sortir de la pauvreté, ce qui permettrait de réduire le nombre total de pauvres de plus de la moitié à l'échelle mondiale et de près des deux tiers en Afrique subsaharienne et en Asie du Sud.

Les études montrent que l'éducation a des effets directs et indirects tant sur la croissance économique que sur la pauvreté. L'enseignement délivre des compétences qui augmentent les possibilités d'emploi et les revenus, tout en contribuant à mettre la population à l'abri des risques socioéconomiques. Un développement plus équitable de l'éducation est de nature à réduire les inégalités, permettant aux pauvres de s'élever dans l'échelle sociale.

Malgré le potentiel de l'éducation, les nouvelles données de l'ISU montrent que quasiment aucun progrès n'a été réalisé ces dernières années en matière de réduction des taux de non-scolarisation. À l'échelle mondiale, le droit à l'éducation de 9% des enfants en âge de fréquenter l'école primaire est bafoué, et ce taux atteint 16% et 37%, respectivement, pour les jeunes du niveau du premier et du second cycles du secondaire. Au total, 264 millions d'enfants, d'adolescents et de jeunes n'étaient pas scolarisés en 2015.

Les filles des pays pauvres confrontées à des obstacles à l'éducation

L'Afrique subsaharienne reste la région dont le taux de non-scolarisation des enfants est le plus élevé pour toutes les classes d'âge : plus de la moitié (57%) des jeunes âgés de 15 à 17 ans ne vont pas à l'école, comme plus d'un tiers (36%) des adolescents de 12 à 14 ans et un cinquième (21%) des enfants âgés de 6 à 11 ans. Six pays abritent plus d'un tiers de l'ensemble des enfants non scolarisés en âge de fréquenter l'école primaire : l'Éthiopie, l'Inde, l'Indonésie, le Nigéria, le Pakistan et le Soudan.

Les filles des pays pauvres continuent d'être confrontées à des obstacles à l'éducation particulièrement importants. Selon les données de l'ISU, dans les pays à revenu faible, plus de 11 millions de filles en âge de fréquenter l'école primaire ne sont pas scolarisées, contre près de 9 millions de garçons. La bonne nouvelle, c'est que les filles qui parviennent à commencer l'école tendent à aller au bout du cycle primaire et à poursuivre leurs études au niveau secondaire.

L'éducation doit être accessible aux plus pauvres afin de maximiser ses bienfaits et de réduire les inégalités de revenus. Or, le rapport montre que les enfants issus des 20% de familles les plus pauvres risquent huit fois plus de ne pas être scolarisés que les enfants issus des 20% les plus riches dans les pays à revenu intermédiaire inférieur. Les enfants en âge de fréquenter l'école primaire et secondaire dans les pays les plus pauvres risquent neuf fois plus de ne pas être scolarisés que dans les



pays les plus riches.

Tout en invitant les pays à améliorer la qualité de l'éducation, le document souligne la nécessité de réduire les coûts directs et indirects de l'éducation pour les familles.

Le chef de l'ONU demande à tous ceux qui mènent des opérations militaires en Syrie de protéger les civils



Des civils fuyant une zone contrôlée par Daech à proximité de Raqqa, en Syrie. (archives) Photo UNICEF/Delil Soulaiman

21 juin - Le Secrétaire général de l'ONU, António Guterres, s'est déclaré mercredi profondément alarmé par l'ampleur des souffrances humaines subies en Syrie a demandé à tous ceux qui mènent des opérations militaires dans ce pays de protéger les civils.

« La vie quotidienne est dangereuse et désespérée pour des millions de personnes. Les civils continuent d'être tués, blessés et déplacés à un niveau terrifiant », a dit le Secrétaire général dans une déclaration à la presse. « Je suis également alarmé par le fait que des lieux de refuge comme les hôpitaux et les écoles continuent d'être ciblés ».

M. Guterres a souligné qu'il était particulièrement préoccupé par la situation périlleuse vécue par les civils de la ville de Raqqa qui sont pris au piège et font face à des menaces de toutes parts.

« La situation est également sombre pour les civils bloqués dans d'autres zones assiégées et difficiles à atteindre, dont certains sont privés de nourriture et d'assistance médicale de base depuis des années », a-t-il ajouté.

Le chef de l'ONU a déclaré que les Nations Unies et leurs partenaires humanitaires faisaient tout leur possible pour contenir les souffrances à Raqqa et dans tout le reste de la Syrie, souvent en prenant de grands risques.

« Je demande instamment à tous ceux qui mènent des opérations militaires en Syrie de faire tout ce qui est en leur pouvoir pour protéger les civils et les infrastructures civiles, alors que les combats se poursuivent à Raqqa », a dit le Secrétaire général. « Il est également essentiel pour toutes les parties de faciliter l'accès humanitaire afin de permettre à l'aide d'atteindre sans délai ceux qui ont un besoin urgent d'assistance ».

L'ONU célèbre le bienfait du yoga pour la santé



Célébration de la Journée internationale du yoga au siège de l'ONU. Photo ONU/JC McIlwaine

21 juin - Les Nations Unies ont célébré mercredi la Journée internationale du yoga, une pratique devenue un symbole de paix intérieure, de sérénité et de bien-être. Cette discipline est aujourd'hui pratiquée sous diverses formes à travers le monde et sa popularité continue de croître.

L'Assemblée générale des Nations Unies a proclamé en décembre 2014 le 21 juin comme Journée internationale du yoga, afin de sensibiliser le public de par le monde aux nombreux bénéfices du yoga.

Le mot « yoga » provient du sanskrit et signifie joindre ou unifier, symbolisant l'union du corps et de la conscience.

Le thème cette année de la journée internationale est le 'Yoga pour la santé'. Il met l'accent sur les effets positifs de la pratique du yoga, qui apporte au corps et à l'esprit l'équilibre dont ils ont besoin.

Cette approche vis-à-vis de notre santé et de notre bien-être peut aussi avoir des effets plus vastes sur le monde qui nous entoure, sur nos proches, sur nos modes de vie et, enfin, sur notre développement durable et en harmonie avec la nature.

De nombreuses activités ont été organisées partout dans le monde pour célébrer cette journée. A New York, une séance de

yoga avec des grands maîtres tels que Swami Sivadasananda (Autriche), ainsi que Swami Chidanand Saraswati et Sadhvi Bhagwati Saraswati (Inde), s'est déroulée mardi soir sur la pelouse du siège de l'ONU.

Un timbre commémoratif de la Journée a également été produit par l'Administration postale des Nations Unies.

Centrafrique : des Casques bleus congolais vont partir en raison d'allégations d'exploitation et d'abus sexuels



Des Casques bleus de la MINUSCA à Bangui (archives). Photo ONU/Nektarios Markogiannis

21 juin - Après avoir procédé à une enquête interne sur des allégations d'exploitation et d'abus sexuels commis par des Casques bleus de la République du Congo déployés au sein de la Mission intégrée multidimensionnelle de stabilisation des Nations Unies en République centrafricaine (MINUSCA), le Secrétariat de l'ONU a conclu à des problèmes systémiques de commandement, ce qui va entraîner le retrait de ces Casques bleus congolais.

« L'examen du déploiement de militaires en uniforme de la République du Congo a révélé que la nature et l'étendue des allégations existantes d'exploitation et d'abus sexuels, dans leur totalité, indiquent des problèmes systémiques de commandement. Ces problèmes ont également été aggravés par des problèmes liés à la préparation, à la discipline générale, au maintien du matériel appartenant au contingent et à la capacité logistique de ces troupes », a déclaré le porte-parole du Secrétaire général dans une note à la presse.

« Les résultats de cette enquête interne ont été partagés avec les autorités de la République du Congo, qui ont décidé de retirer leur personnel militaire déployé au sein de la MINUSCA », a-t-il ajouté. « Le gouvernement de la République du Congo a réitéré son engagement envers le maintien de la paix des Nations Unies et la stabilité en République centrafricaine. Le Secrétariat travaille avec la République du Congo et la MINUSCA sur les modalités d'un retrait rapide qui aura le moindre impact sur les besoins opérationnels de la mission et sa capacité à exécuter son mandat ».

Le porte-parole du Secrétaire général a déclaré que l'ONU reconnaissait l'importance de la sous-région dans la résolution de la crise en République centrafricaine et exprimait sa reconnaissance pour le rôle constructif joué par la République du Congo et le Président Sassou-Nguesso en tant que médiateur international pendant la transition et après l'élection du Président centrafricain Touadéra.

« Les Nations Unies sont prêtes à aider les autorités de la République du Congo en identifiant les facteurs en matière de leadership et de commandement, de performance, de comportement et de préparation, afin de leur permettre de remédier à ces lacunes et pour que les contingents militaires de la République du Congo soient finalement envisagés pour un déploiement futur au sein des opérations de maintien de la paix des Nations Unies », a encore dit le porte-parole.

Il a précisé que les défaillances identifiées au sein du contingent militaire ne sont pas apparues au sein du contingent de police de la République du Congo, également déployé au sein de la MINUSCA. Par conséquent, le contingent de police sera retenu.

« Néanmoins, les autorités de la République du Congo ont été priées d'informer d'urgence les Nations Unies des mesures qu'elles ont prises s'agissant de l'allégation fondée d'abus sexuel impliquant un policier de la République du Congo », a-t-il ajouté.

L'ONU et ses partenaires ont besoin de 23,5 milliards de dollars en 2017 pour aider un nombre record de personnes



Des femmes transportant des sacs abandonnés après une distribution alimentaire à Ganyiel, au Soudan du Sud. Photo OCHA/Gemma Connell.

21 juin - Un chiffre record de 141 millions de personnes dans 37 pays a besoin d'une aide humanitaire aujourd'hui, alors que les programmes d'intervention coordonnés par l'ONU ne sont financés qu'à hauteur de 25%, a déclaré mercredi le Bureau des Nations Unies pour la coordination des affaires humanitaires (OCHA).

En décembre 2016, l'ONU et ses partenaires ont lancé l'appel humanitaire pour 2017 et les bailleurs de fonds internationaux ont généreusement versé 6,2 milliards de dollars jusqu'à maintenant. Mais les besoins ont depuis grimpé à 23,5 milliards de dollars, soit 1,3 milliard de dollars de plus qu'initialement prévu, a précisé OCHA.

De nouvelles catastrophes et la détérioration de situations de crise prolongées ont fait augmenter les besoins.

L'escalade rapide de la violence dans la région des Kasaï en République démocratique du Congo a entraîné un appel de fonds d'urgence. Des appels de fonds éclairés ont également été lancés pour répondre à la sécheresse au Kenya, aux cyclones tropicaux à Madagascar et au Mozambique et aux inondations au Pérou.

Cela vient s'ajouter à environ 20 millions de personnes qui sont menacés par la famine dans le nord-est du Nigéria, en Somalie, au Soudan du Sud et au Yémen.

« Avec un soutien généreux des bailleurs de fonds, les partenaires humanitaires ont rapidement augmenté leur niveau d'assistance dans des environnements difficiles et souvent dangereux. Les bailleurs de fonds ont financé ces efforts, mais nous sommes dans une course contre la montre. La vie et le bien-être des gens dépendent de l'augmentation de notre soutien collectif », a déclaré Stephen O'Brien, Secrétaire général adjoint aux affaires humanitaires et Coordonnateur des secours d'urgence, au premier jour du segment annuel consacré aux affaires humanitaires du Conseil économique et social des Nations Unies (ECOSOC) à Genève.

L'ONU et ses partenaires ont fourni une aide vitale à 5,8 millions de personnes au Yémen et à plus de 3 millions de personnes au Soudan du Sud. En outre, 2,7 millions de personnes en Somalie et 2,2 millions de personnes affectées par la crise en Syrie ont reçu une aide alimentaire. Dans le nord-est du Nigéria, plus de 2,3 millions de personnes ont reçu à la fois une aide alimentaire et un soutien aux moyens de subsistance.

« Le financement des programmes d'intervention est un investissement à fort impact car ils sont préparés sur la base d'une évaluation et d'une analyse approfondies des besoins », a déclaré M. O'Brien. « Nous avons maintenant besoin que les bailleurs de fonds mettent la barre plus haut et augmentent leur soutien ».

RDC : le Conseil de sécurité reconduit les sanctions jusqu'au 1er juillet 2018



Le Conseil de sécurité de l'ONU (archives). Photo ONU/Eskinder Debebe

21 juin - Le Conseil de sécurité a décidé mercredi de reconduire jusqu'au 1er juillet 2018 les sanctions concernant la République démocratique du Congo (RDC) et de proroger jusqu'au 1er août 2018 le mandat du Groupe d'experts du Comité 1533 chargé de surveiller l'application des sanctions imposées.

Dans sa résolution 2360 (2017), adoptée à l'unanimité, le Conseil décide toutefois de « réexaminer les dispositions de la présente résolution le 31 octobre 2017 au plus tard », une fois que le rapport final du Groupe d'experts aura été présenté.

Le texte adopté apporte aussi une réponse à l'assassinat, en mars, de deux membres du Groupe d'experts qui surveillaient

l'application du régime de sanctions dans le Kasai central.

« Condamnant avec la plus grande fermeté » ce double meurtre, le Conseil a décidé que le fait de « planifier, diriger ou commanditer des attaques contre des soldats de la paix de la MONUSCO ou des membres du personnel des Nations Unies, notamment les membres du Groupe d'experts, ou d'y participer » entrerait désormais dans le cadre des mesures soumises à sanctions au titre de la résolution.

Dans la résolution, le Conseil a également décidé de réexaminer, « le moment venu et au plus tard le 1er juillet 2017 », les mesures qu'il a édictées « afin de les adapter en fonction de la situation régnant en RDC sur le plan de la sécurité, en particulier de l'avancement de la réforme de l'appareil de la sécurité, ainsi que du désarmement, de la démobilisation, de la réintégration, et de la réinstallation ou du rapatriement des membres des groupes armés congolais et étrangers, en particulier les enfants qui en font partie », ainsi qu'en fonction de la mise en œuvre du texte adopté ce jour.

Ces groupes armés -et les exactions qu'ils commettent- sont fermement condamnés par le Conseil, qui exige qu'ils « mettent immédiatement fin à toutes les formes de violence et autres activités déstabilisatrices, notamment l'exploitation des ressources naturelles ». Il exige également que leurs membres soient « démobilisés immédiatement et de façon permanente, déposent les armes, et libèrent et démobilisent les enfants qui se trouvent dans leurs rangs ».

D'autre part, le Conseil se félicite des progrès accomplis par le gouvernement congolais pour mettre fin au recrutement et à l'utilisation d'enfants dans le cadre du conflit armé, ainsi que son action pour prévenir et combattre les violences sexuelles en période de conflit.

En outre, le Conseil exhorte le gouvernement et toutes les autres parties concernées à appliquer l'« Accord politique global et inclusif » du 31 décembre 2016 et à « créer les conditions nécessaires pour que le processus électoral soit libre, juste, crédible, ouvert, transparent, pacifique et conforme à la Constitution congolaise ».

Soudan du Sud : la famine perd du terrain alors que les souffrances liées à la faim se propagent, selon l'ONU



Des habitants transportent des fournitures humanitaires livrées dans la ville de Mayendit, au Soudan du Sud. Photo OCHA/Guioamar Pau Sole.

21 juin - La famine s'est atténuée au Soudan du Sud après un renforcement significatif de l'intervention humanitaire mais la situation demeure néanmoins grave sur l'ensemble du pays, compte tenu du fait que le nombre de personnes luttant pour trouver de la nourriture chaque jour a augmenté pour atteindre les 6 millions, soit une hausse de 4,9 millions depuis février, selon une nouvelle analyse publiée mercredi par trois agences humanitaires de l'ONU.

Il s'agit du niveau d'insécurité alimentaire le plus élevé jamais enregistré au Soudan du Sud.

Selon la dernière publication produite par le gouvernement sud-soudanais, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), le Programme alimentaire mondial (PAM) et d'autres partenaires humanitaires, la définition de la famine d'un point de vue technique ne s'applique plus aux comtés de Leer et de Mayendit, situés dans l'ancien Etat d'Unité, où l'état de famine a été déclaré en février. Dans deux autres comtés (Koch et Panyijjar), considérés en février dernier comme présentant un risque élevé de famine, l'aide, de par son caractère immédiat et soutenu, a joué un rôle important en évitant que la famine ne s'aggrave.

Environ 45.000 personnes vivant dans les anciens Etats d'Unité et de Jonglei sont pourtant toujours confrontées à des conditions catastrophiques et risquent de sombrer dans la famine si l'aide humanitaire n'est pas prolongée. Cela concerne notamment 25.000 personnes dans l'ancien Etat d'Unité et 20.000 dans celui de Jonglei, où la situation s'est rapidement détériorée en raison des déplacements provoqués par les conflits et de la mauvaise récolte de l'année précédente.

La situation se détériore dans l'ensemble du pays. Le nombre de personnes confrontées à des niveaux de faim extrême (le seuil précédant celui de la famine) a atteint les 1,7 million, soit une hausse d'1 million par rapport au mois de février.

« La crise n'est pas terminée. Nous arrivons à peine à garder ces populations en vie et beaucoup trop d'entre elles font face à des niveaux de faim extrême, avec des risques de sombrer dans la famine », a déclaré Dominique Burgeon, Directeur de la division des urgences de la FAO. « La seule manière de remédier à cette situation désespérée est de mettre un terme aux conflits, de garantir un accès libre au personnel humanitaire et de permettre aux populations de retrouver leurs moyens d'existence ».

Les trois agences onusiennes ont averti que les progrès réalisés dans les lieux où étaient signalées les pires souffrances liées à la faim ne pouvaient être vains. La capacité des populations à se nourrir a été gravement compromise et, de ce fait, l'aide alimentaire d'urgence destinée à protéger les moyens d'existence doit continuer afin d'empêcher une tendance inverse qui les rapprocherait de l'état de famine.

« Les progrès réalisés dans les comtés affectés par la famine soulignent ce qui peut être accompli lorsqu'une aide soutenue réussit à parvenir jusqu'aux familles. Mais le travail est loin d'être achevé, cette crise continue de s'aggraver avec des millions de personnes risquant de sombrer dans la famine en cas d'arrêt de l'aide humanitaire. Il est impératif de mettre un terme aux conflits », a indiqué Joyce Luma, Directrice du Bureau de pays du PAM au Soudan du Sud.

« Lorsque les agences humanitaires sont libres de se déplacer et ont accès aux ressources, alors elles sont capables de mettre sur pied des interventions rapides et solides et de sauver des vies », a déclaré Mahimbo Mdoe, Représentant de l'UNICEF au Soudan du Sud. « Selon certaines estimations, plus d'un million d'enfants sud-soudanais sont pourtant mal nourris. La question de l'insécurité alimentaire est cruciale, tout comme celle des lacunes en matière de soins de santé, d'eau non potable, d'assainissement et de difficulté d'accès aux enfants ayant besoin d'être soignés. A présent, de trop nombreuses zones du pays demeurent isolées du reste du territoire du fait de l'insécurité, laissant des centaines de milliers d'enfants au bord de la catastrophe ».